

ÉTATS-UNIS

Déjà forte au milieu des années 90, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre a sensiblement augmenté depuis, tandis que les taux d'emplois sont demeurés élevés.

Priorités reposant sur des indicateurs

Contenir les dépenses de santé

Compte tenu du regain de tensions sur les coûts, il est probable que les dépenses de santé aient absorbé 15½ pour cent du PIB en 2004. Cela gonfle les coûts de main-d'œuvre non salariaux et ne semble pas se refléter pleinement dans les résultats actuels en matière de santé.

Mesures prises : Les dispositions législatives adoptées en 2003 pour réformer le régime d'assurance maladie Medicare visaient notamment à ouvrir à la concurrence et à rendre plus efficiente la prestation des soins de santé. Néanmoins, ces mesures ne compenseront probablement pas le coût de l'introduction d'un mécanisme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance aux malades externes.

Recommandations : La réforme de Medicare devrait être principalement axée sur la réduction des coûts par affilié en vue garantir sa solvabilité sur le long terme. Il faut s'attaquer au problème de surconsommation de services de santé, en favorisant la prise en compte du facteur coût dans les décisions (par exemple, en supprimant l'exemption fiscale illimitée appliquée aux prestations de santé fournies par les employeurs, et en s'appuyant sur les comptes d'épargne santé individuels).

Améliorer les acquis scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire

Les résultats de l'enseignement obligatoire sont seulement moyens, alors que les dépenses par élève sont beaucoup plus importantes que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, et certains éléments indiquent que la productivité du système d'enseignement a baissé.

Mesures prises : La loi *No Child Left Behind* (Aucun enfant laissé pour compte) de 2002 prévoit des tests, un renforcement des responsabilités, un élargissement de l'éventail de choix dans l'enseignement public, ainsi que des crédits fédéraux supplémentaires pour les écoles situées dans les régions à faible revenu.

Recommandations : Si les moyens financiers ou les incitations prévus par cette loi s'avèrent insuffisants pour améliorer les résultats scolaires, une augmentation de ces financements devrait être envisagée et d'autres mesures étudiées.

Réduire le soutien à l'agriculture

Si le soutien aux producteurs agricoles demeure nettement inférieur à la moyenne OCDE, il est aujourd'hui supérieur aux niveaux qu'il atteignait au milieu des années 90, et les dispositifs d'aide faussant les échanges conservent une importance considérable.

Mesures prises : Le *Farm Act* de 2002 a pris une orientation contraire à la libéralisation projetée initialement, en renforçant le soutien aux agriculteurs d'une manière qui, de surcroît, fausse les décisions de production.

Recommandations : Supprimer les aides supplémentaires accordées aux agriculteurs ces dernières années, et inverser l'évolution récente vers une limitation du jeu des mécanismes de marché dans l'agriculture. Veiller à ce que le récent accord sur un cadre permettant la poursuite du cycle de Doha – notamment l'engagement d'éliminer les subventions à l'exportation – débouche sur des réformes.

Autres priorités essentielles

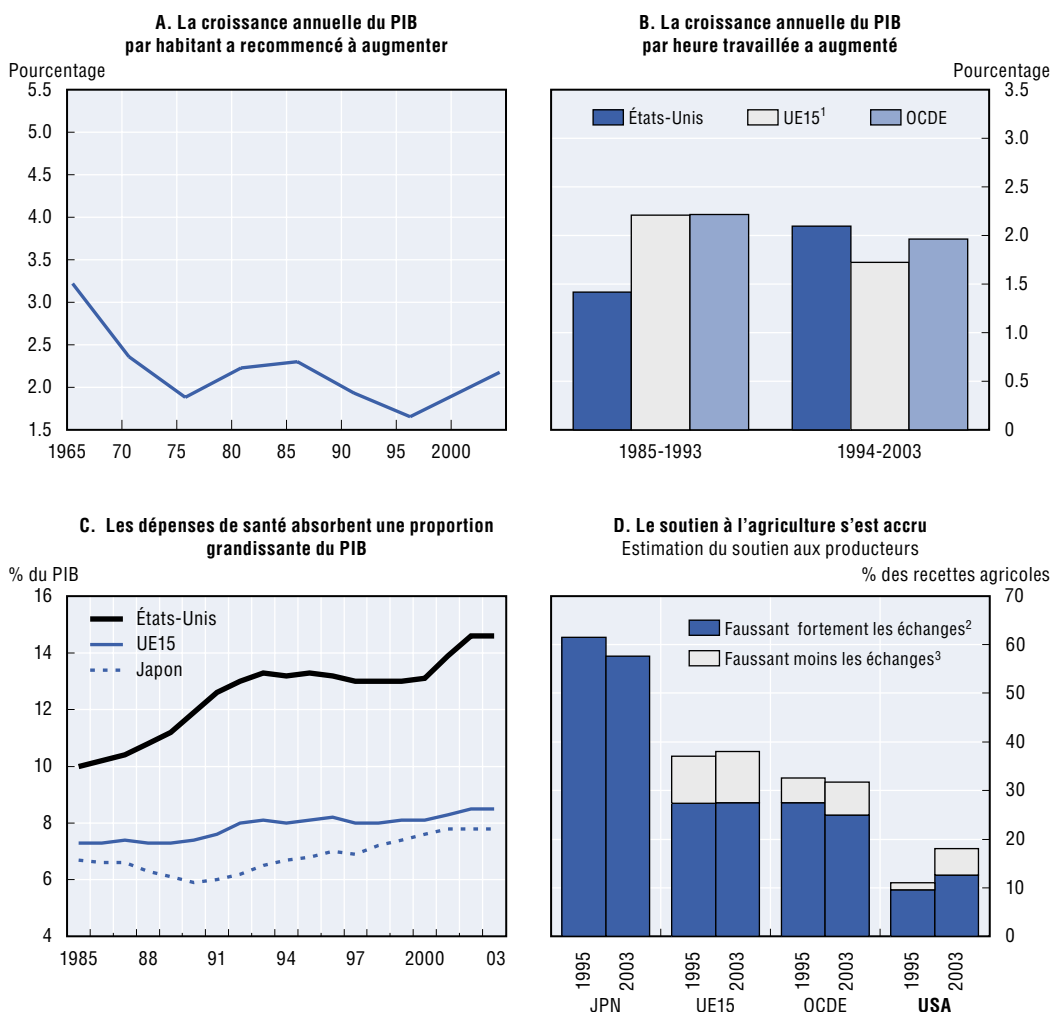
- Élargir les bases d'imposition dans les cas où des exemptions sont sources d'inefficience, et passer d'une fiscalité assise sur le revenu des personnes physiques à un système d'imposition assis sur la consommation, afin d'encourager l'épargne.
- Continuer fermement à promouvoir la transparence et la responsabilité en matière de gouvernement d'entreprise et de comptabilité. Éliminer le statut spécial dont bénéficient les entreprises semi-publiques de financement du logement.

ÉTATS-UNIS

Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	1.7	2.0	2.1	1.8
Taux d'emploi tendanciel	71.6	73.7	74.2	71.5
Taux d'activité tendanciel	76.1	77.9	78.1	75.1
Taux de chômage structurel (NAIRU)	5.9	5.3	4.9	4.8

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.
2. Soutien des prix du marché et paiements fondés sur les extrants produits et les entrants consommés.
3. Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux, des droits antérieurs et du revenu total d'exploitation.

Source : Graphiques A et B: Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: OCDE, *Base de données des dépenses de santé* ; graphique D: OCDE, *Base de données des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs*.